

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 12 (2024)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : croissance de 4 à 5% en 2024 d'après la banque centrale
- ❖ Thaïlande : nouvel investissement JP de 1 Md USD dans la construction d'EV
- ❖ Philippines : reprise des négociations pour la signature d'un ALE avec l'UE

Région

AMRO : bénéfices tirés de l'intégration aux chaînes de valeur mondiales et marges de progression

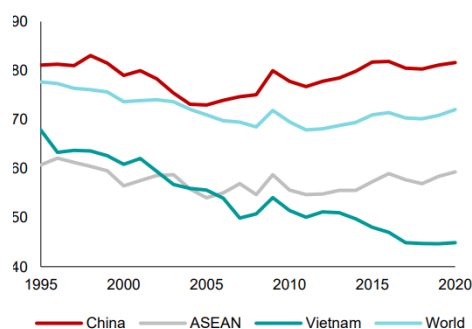
Dans une publication du 19 mars, l'AMRO s'est intéressée aux bénéfices tirés de l'intégration progressive de la Chine et de l'ASEAN dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) depuis les années 1990. L'ampleur des bénéfices sur la production locale diffère d'un pays à l'autre, du fait de facteurs tels que i) le nombre d'étapes de production situées dans l'économie (« longueur des CVM ») ; ii) sa position dans les CVM (« distance par rapport à la demande finale ») ; iii) la qualité de son écosystème industriel. L'AMRO souligne des marges de progression pour la part de la valeur ajoutée locale dans les exportations de l'ASEAN, qui n'atteignent que 60% environ en 2020 – et 45% seulement au Vietnam, contre 80% en Chine. Cette s'expliquerait par des faiblesses structurelles telles que le manque de travailleurs qualifiés, l'absence de soutien institutionnel et des lacunes en termes d'infrastructures et/ou de financement, qui nuisent à leur compétitivité et limite le transfert de savoir-faire et de technologies. Des réformes en faveur d'un écosystème industriel plus robuste et d'une montée en gamme vers des segments « amont » sont recommandées.

LE CHIFFRE À RETENIR

84,2%

Montant de la dette des ménages rapporté au PIB en Malaisie, ratio le plus élevé de la région après la Thaïlande

Figure 8. China and ASEAN: Domestic Value-Added Share in Gross Exports, 1995–2020
(Percent)



ources: OECD TIVA; and AMRO staff calculations.

Pénurie de financement dans la tech

Les startups d'Asie du Sud-Est connaîtraient des difficultés croissantes à obtenir du financement. Le cours de la startup Grab a chuté de 70% depuis son introduction en bourse il y a deux ans, malgré l'annonce de ses premiers bénéfices trimestriels et d'un plan de rachat d'actions. D'autres startups de la région, telles que GoTo et Bukalapak, ont également vu leurs cours baisser d'environ 80% depuis leur introduction en bourse. Ces difficultés sont en partie attribuées à la crise du Vision Fund de SoftBank, qui a longtemps été un investisseur clé dans de nombreuses startups d'Asie du Sud-Est. Les investissements dans les startups d'Asie du Sud-Est ont chuté à environ 800 M USD au premier trimestre 2024, revenant aux niveaux de 2017, selon Preqin. La crise actuelle remet en question le modèle de croissance à tout prix adopté par de nombreuses startups de la région, qui ont dépensé massivement pour acquérir des parts de marché, souvent au détriment de la rentabilité. Les investisseurs estiment que la consolidation du secteur est inévitable, avec des rumeurs de fusion entre Grab et GoTo.

Hausse de 29% des émissions d'obligations durables dans l'ASEAN+3 en 2023

Le marché des obligations durables des économies de l'ASEAN, de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud a connu une expansion de 29,3% l'année dernière, atteignant un encours total de 798,7 Mds USD, d'après la Banque asiatique de développement (BASD). Les émissions d'obligations durables de l'ASEAN ont totalisé 19,1 Mds USD l'an dernier, soit 7,9% des émissions de l'ASEAN+3 en 2023, avec une part significative (80,6%) de financement en monnaie locale et une durée moyenne de 14,7 ans.

COMAC cible l'Asie du Sud-Est

Le constructeur aéronautique chinois COMAC a présenté ses avions C919 et ARJ21 lors du salon aéronautique de Singapour (AirShow). Bien que des accords aient été signés avec des compagnies aériennes chinoises, COMAC recherche toujours sa première commande à l'étranger pour le C919. Des compagnies aériennes basées en Asie du Sud-Est, comme GallopAir, ont exprimé leur intérêt pour les avions de COMAC. Cependant, l'obtention des certifications américaines et européennes restent un défi majeur pour l'entrée de COMAC sur le marché mondial, car les autorités de l'aviation en Asie du Sud-Est suivent souvent les régulateurs occidentaux. Malgré les défis, COMAC espère rivaliser avec Boeing et Airbus dans le secteur de l'aviation commerciale et répondre à la demande croissante en avions neufs en Asie du Sud-Est, estimée à 4 200 appareils au cours des 20 prochaines années.

World Happiness Report 2024 : Singapour en tête du classement pour l'ASEAN

L'édition 2024 du World Happiness Report édité depuis 2012 par le Réseau des solutions pour le développement durable des Nations Unies sur la base d'enquêtes réalisées par Gallup a été publiée cette semaine. La France arrive en 27^e position mondiale, tandis que Singapour arrive en tête des pays de l'ASEAN, à la 30^e place. Le reste de la région fait un tir groupé devant la Chine (60^e), avec les Philippines (53^e), le Vietnam (54^e), la Thaïlande (58^e) et la Malaisie (59^e). Plus loin dans le classement se situent l'Indonésie (80^e), le Laos (94^e) et le Cambodge (119^e).

Indonésie

Maintien de la notation BBB par l'agence Fitch

Fitch Ratings a maintenu la note de crédit de l'Indonésie à BBB avec une perspective stable. Selon ses prévisions, la croissance du PIB pour 2024 devrait être de 4,9%, légèrement en deçà des 5,05% enregistrés en 2023, et attendrait 5,3% en 2025, grâce à un renforcement de l'investissement. Bien que Fitch anticipe une décélération de la dynamique des exportations au premier semestre en raison d'une demande mondiale en baisse, l'agence de notation prévoit que la croissance sera soutenue par un investissement intérieur et une consommation solides, en partie stimulés par les élections locales prévues en novembre. L'agence s'attend à une continuité dans les politiques économiques sous le prochain gouvernement, avec un accent maintenu sur le développement des infrastructures, la transformation des matières premières et le développement de la fabrication de batteries et de véhicules électriques. Cependant, Fitch a souligné que les risques budgétaires à moyen terme ont augmenté en raison des incertitudes entourant la politique en la matière du prochain gouvernement et des coûts potentiels associés aux promesses de campagne.

La banque centrale maintient son taux directeur

Lors de sa dernière réunion de politique monétaire du 19 mars, la Bank Indonesia a maintenu son taux directeur inchangé à 6,00%, dans un contexte de forte incertitude sur les marchés financiers. Pour mémoire, BI l'avait relevé le 19 octobre 2023 de 25 pbb, après l'avoir maintenu pendant huit mois, afin de soutenir la roupie. La banque centrale poursuit ainsi sa politique visant à stabiliser la roupie et garantir que l'inflation demeure dans la fourchette cible de 1,5 à 3,5% en 2024. La roupie est restée relativement stable en mars (jusqu'au 19 mars 2024) en réponse à la politique de stabilisation mise en place par BI, malgré un rééquilibrage des flux de capitaux étrangers sur les marchés financiers intérieurs. Depuis décembre 2023, elle s'est dépréciée de 2,02% par rapport au dollar US, soit moins que le ringgit malaisien, le won sud-coréen et le baht thaïlandais qui se sont dépréciés respectivement de 3,02%, 3,87% et 5,39%.

L'excédent commercial se réduit encore

En février 2024, l'Indonésie a enregistré son 46ème mois consécutif d'excédent commercial, s'élevant à 0,9 Md USD, en recul par rapport aux 2 Mds USD de janvier et en deçà des attentes fixées à 2,3 Mds USD. Cette diminution s'explique par une contraction plus marquée des exportations que des importations en variation mensuelle (v.m). En effet, les exportations totales ont chuté de 5,8% en v.m. ou de 9,5% en glissement annuel (g.a.) en février, tandis que les importations ont augmenté de 15,8% en g.a. (après 0,3% en janvier). Cette contraction des exportations est due à une demande plus faible, notamment pour les produits dérivés de l'huile de palme brute et l'acier, tandis que les exportations de charbon ont progressé, en réponse à une demande accrue en provenance de Chine.

Malaisie

4 à 5% de croissance en 2024 pour la banque centrale

A l'occasion de la publication de son rapport annuel et des résultats

du secteur financier au second semestre 2023, la Bank Negara Malaysia (BNM) a présenté ses prévisions de croissance, en ligne avec celles du gouvernement, entre 4% et 5% pour 2024 (4,3% pour le FMI et la Banque mondiale) après 3,7% en 2023. Le renforcement de l'activité serait porté par la reprise des exportations de biens et de services (+4,0% après -7,9% en 2023) et une hausse des entrées de touristes étrangers (27 millions de personnes contre 20,1 millions en 2023). L'excédent courant s'améliorerait entre 1,8% et 2,8% du PIB (1,2% en 2023), sans retrouver toutefois son niveau de 2022 (3,1% du PIB). L'économie bénéficierait également d'une accélération des dépenses des ménages (+5,7% après +4,7% en 2023) ainsi que des investissements (+6,2% contre +5,5%) avec la poursuite des projets d'infrastructures (ferroviaires et 5G notamment) et la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition énergétique. L'inflation s'établirait dans une fourchette de 2,0% à 3,5% en 2024 (2,5% en 2023), en fonction du niveau de révision des subventions aux carburants qui sera décidé au 2nd semestre. Les interventions du ministère des Finances et de la BNM auprès des entreprises publiques pour rapatrier les revenus de leurs investissements à l'étranger, mais aussi auprès des grands exportateurs pour les « inviter » à convertir le produit de leurs ventes à l'international en monnaie locale ont permis d'enrayer la dépréciation du ringgit, qui a regagné 1,2% face au dollar US au 20 mars depuis le point bas atteint 20 février. Les conditions monétaires en 2023 n'ont pas fragilisé le système bancaire qui demeure sain et bien capitalisé, avec un niveau de fonds propres stables (Capital Tier 1) de 15,5%, un ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio) à 160,9% et une faible part de prêts non performants (1,1%). Les tests conduits début 2024 ont confirmé la résistance du secteur dans le scénario le plus dégradé (contraction du PIB de 6% et dépréciation du ringgit jusqu'à 31% face au dollar). Les points d'attention sont la dette des ménages qui a augmenté à 84,2% du PIB fin 2023 (81,0% fin 2022) et la situation de certaines PME (hausse des prêts non performants à 3,1% contre 2,8% en 2022).

Petronas : bénéfice en baisse d'environ 13% en 2023

Le groupe pétrolier public Petronas a annoncé un bénéfice net de 19,5 Mds USD pour l'année 2023, en baisse de 12,7% par rapport à 2022. Les revenus ont diminué de 7,7% (g.a.) à 73,3 Mds USD, principalement en raison des cours mondiaux moins favorables. Les principales activités de la compagnie ont vu leur bénéfice chuter, de 24% pour l'exploration-production (8,7 Mds USD) et de 30% pour la commercialisation et la distribution de GNL (6,6 Mds USD). Par ailleurs, un total de près de 19 Mds USD a été versé à l'Etat sous la forme de dividende (8,8 Mds USD) et de taxes (10 Mds USD). Gentari, la filiale énergies renouvelables, a atteint une capacité de production de 1,6 GW et mis en chantier 1,3 GW supplémentaire. L'année a été marquée par l'acquisition de 49% de la participation de la société canadienne Northland Power dans le projet Hai Long de production d'énergie éolienne offshore à Taïwan. S'y ajoutent la signature d'accords avec l'indien AM Green Ammonia pour la production de 5 Mt/an d'ammoniaque vert d'ici 2030 et avec la société singapourienne City Energy pour la conduite d'une étude de faisabilité conjointe pour la construction d'un gazoduc destiné à l'exportation d'hydrogène de Johor (sud Malaisie) vers Singapour.

Malaysia Aviation Group annonce ses premiers bénéfices depuis sa restructuration en 2015

La dynamique Malaysia Aviation Group, maison mère de la compagnie aérienne nationale Malaysia Airlines (MAB), vient

d'annoncer un bénéfice net de 168 M USD en 2023, une première depuis sa restructuration en 2015, avec un résultat opérationnel (195 M USD) qui s'est amélioré de 64% par rapport à 2022. Les revenus de MAB ont augmenté de 45% et son résultat opérationnel a bondi à 238,6 M USD (0,3 M USD en 2022) avec la hausse du nombre de passagers (14,5 millions contre 9,9 millions en 2022). Quatre nouvelles destinations ont été lancées en 2023 vers l'Inde (Amritsar, Trivandrum et Ahmedabad) et vers Kertaji en Indonésie. En termes de taux de remplissage, la compagnie reste néanmoins encore en dessous de son niveau de 2019 (-11%). Elle a par ailleurs signé le 21 février avec Safran Electrical & Power, un contrat exclusif de maintenance pour une durée de trois ans sur les harnais électriques équipant les moteurs CFM56-7B des Boeing 737 de la compagnie.

Singapour

Persistance de l'inflation sous-jacente à Singapour

La dynamique du cycle de l'inflation de base à Singapour est bien orientée à la baisse, mais elle reste davantage persistante que lors de cycles antérieurs. Les augmentations de la TVA en 2023-24 ont soutenu les prix, même si leur impact est transitoire. Les hausses élevées des coûts salariaux intérieurs ont contribué à maintenir l'inflation des services, où les pressions s'atténuent. L'inflation sous-jacente (qui exclut les transports privés et le logement, mais inclut les denrées alimentaires et l'énergie) a ralenti par rapport à son pic mais continue d'osciller autour de 3% en g.a., au-dessus de la moyenne historique à long terme de 1,7% en glissement annuel. Elle devrait progressivement baisser et être moins persistante courant 2024, avec une prévision moyenne de 3,1% pour 2024, contre 4,2% en 2023. Les facteurs de cette baisse potentielle sont la fin de l'impact de la hausse de la TVA et la modération des coûts salariaux intérieurs, ainsi que des pressions de prix à l'importation contenues.

Huawei-Eve : chargeurs ultra-rapides pour EV à Singapour d'ici fin 2024

Des chargeurs ultra-rapides capables de charger entièrement un véhicule électrique (VE) en 30 minutes seront installés à Singapour d'ici la fin de 2024, suite à un accord passé entre l'entreprise singapourienne EV-electric (EVe) et le géant chinois de la technologie Huawei. Ces chargeurs, considérés comme les plus rapides en Asie du Sud-Est, ciblent les conducteurs de taxis et de livraison qui ont besoin de recharger rapidement et fréquemment leurs véhicules. EVe prévoit d'installer "un à deux" chargeurs d'ici fin 2024, chacun ayant deux buses de chargement pour deux véhicules à la fois.

Singapour lance des QR codes pour faciliter le passage de la frontière avec la Malaisie

Singapour a introduit un système de QR code pour faciliter le passage des voyageurs aux postes frontières terrestres avec la Malaisie, pour réduire les files d'attente. Les voyageurs peuvent désormais scanner un QR code sur leur smartphone au lieu de présenter leur passeport aux guichets, accélérant ainsi le processus. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une collaboration visant à renforcer la connectivité entre Singapour et la Malaisie, avec des projets futurs comprenant un système de transit rapide et la relance d'un projet de train à grande vitesse entre les deux pays.

Vietnam

Nouvelle réglementation sur le projet de construction de centres financiers régionaux et internationaux

La décision 41/QĐ-BCĐXĐTTTC promulguée le 15 mars précise le mécanisme de travail et les responsabilités des membres du comité de pilotage du Projet de construction de centres régionaux et internationaux créé en octobre 2023. Ho Chi Minh – Ville et Danang sont envisagées comme des sites potentiels et les deux villes ont soumis leur projet au Gouvernement pour examen. En février 2023, TheCityUK a été choisi par le Gouvernement britannique pour accompagner Ho Chi Minh – Ville dans son projet. Danang a également sollicité cette organisation en mars 2024.

Réduction des flottes des compagnies aériennes vietnamiennes en 2024 et 2025

L'Autorité de l'aviation civile du Vietnam (CAAV) a récemment déclaré que la taille des flottes des compagnies aériennes nationales allait diminuer en 2024 et 2025, affectant par conséquent leur capacité de transport sur les routes nationales et internationales. Ainsi, Vietnam Airlines (VNA) devra immobiliser 12 appareils A321, soit 20% de sa flotte dédiée aux liaisons intérieures, en raison de défauts de leurs moteurs Pratt & Whitney, dont les réparations peuvent prendre jusqu'à 300 jours. VietJet est également concerné mais la compagnie n'a pas encore annoncé le nombre d'avions qui seront immobilisés. La compagnie détient par ailleurs déjà quatre avions immobilisés à Nội Bài, qu'une société de location britannique tente de récupérer dans le cadre d'une procédure judiciaire. Bamboo Airways est de son côté toujours en forte difficulté, officiellement en période de restructuration. La compagnie aérienne a pris la décision de suspendre ses vols à destination de Côn Đảo depuis Hanoi et HCMV à partir du 1er avril. Le transporteur a par ailleurs mis fin au contrat de location de trois avions Embraer qui assuraient ces liaisons, ce qui ne lui laissera plus que huit appareils en opération. Malgré ces difficultés, Vietnam Airlines devrait commencer à exploiter des vols directs entre le Vietnam et Munich à partir du 2 octobre, tandis que VietJet prévoit d'ajouter une liaison vers l'Australie en direction de Melbourne. AirAsia envisagerait quant à elle de lancer une filiale au Vietnam.

Inauguration d'une nouvelle centrale à charbon

La centrale à charbon Van Phong 1 (investissement estimé à 2,6 Mds USD) est entrée en service dans la province de Khanh Hoa au centre-sud du pays. Elle comprend deux turbines d'une capacité nominale de 1,432 MW. Une fois opérationnelle, elle devrait fournir 8,5 Mds de kWh/an supplémentaires, représentant environ 3% de la production totale d'électricité du pays. En tant que plus grand projet d'investissement direct étranger à Khanh Hoa (réalisé par la société japonaise Sumitomo Corporation), la centrale électrique Van Phong 1 a été développée dans le cadre d'un contrat de construction-exploitation-transfert (BOT) signé avec le ministère de l'Industrie et du Commerce (MoIT). La centrale sera transférée au Vietnam après 25 ans d'exploitation. Pour rappel, le pays s'est engagé lors de la COP26 à atteindre un bilan neutre en émissions carbone d'ici 2050 et à se passer du charbon durant la décennie 2040. A la date de la publication du Plan directeur de l'électricité PDP8, dix projets de centrales à charbon sont encore en cours, mais la proportion du

charbon dans les capacités installées est appelée à décliner pour atteindre 20% en 2030, puis 0% en 2050. Le plan prévoit de convertir progressivement ces centrales thermiques.

VinGroup lance une filiale de stations de recharge

Pham Nhat Vuong, le fondateur de VinGroup et l'homme le plus riche du Vietnam, a annoncé le 18 mars la création de V-Green, filiale qu'il contrôle à 90% ayant vocation à déployer un réseau de stations de recharge de véhicules électriques. Au Vietnam, le groupe assurera la gestion du réseau existant de stations de recharge actuellement assuré par VinFast, permettant ainsi au constructeur automobile de se concentrer sur son développement commercial. Plus de 400 M USD vont par ailleurs être investis au cours des deux prochaines années afin d'étendre et de moderniser ce réseau, qui pourrait s'ouvrir à d'autres modèles que ceux de la marque vietnamienne à horizon cinq ans. A l'international, le groupe est à la recherche de terrains et de partenaires afin de pouvoir utiliser leur réseau et également déployer son propre réseau dans les pays prioritaires pour l'internationalisation du groupe (Etats-Unis, Canada, Europe, Inde, ASEAN, Moyen-Orient, Afrique).

Thaïlande

Ouverture de la phase des dépôts d'application pour la création de banques numériques

Depuis le 20 mars 2024, les entreprises sont autorisées pour la première fois à présenter un projet d'ouverture de banque virtuelle en Thaïlande auprès de la Bank of Thailand. Le régulateur avait initialement prévu de limiter le nombre de licences à 3, mais ce plafond a finalement été supprimé dans le but d'élargir la concurrence. Plusieurs grands groupes thaïlandais souhaitent aujourd'hui se positionner : la SCB X (filiale de la Siam Commercial Bank) en partenariat avec la banque numérique sud-coréenne KakaoBank ; le premier groupe privé, CP Group, qui souhaite développer une nouvelle offre aux personnes non bancarisées ; l'entreprise énergétique Gulf Energy et sa filiale AIS avec Krung Thai Bank. La période de dépôt des candidatures devrait se terminer le 19 septembre 2024 pour une décision finale attendue en juin 2025.

Annonces d'investissements japonais et chinois dans les véhicules électriques

Le constructeur automobile japonais Isuzu Motors prévoit d'allouer 32 Mds THB (1 Md USD) d'investissement dans la fabrication de batteries et de pickups électriques en Thaïlande, qui devraient servir de base d'exportations de véhicules électriques. Bien que le groupe n'ait pas encore choisi le lieu de construction de l'usine de production, une première usine d'assemblage de camionnettes électriques devrait être construite dans la région de Samrong (à l'extrémité-est de la Thaïlande). Leur objectif est de pouvoir exporter des batteries vers les pays d'Europe d'ici 2025. L'entreprise produit par ailleurs de l'hydrogène pour des camions et tente de s'aligner avec les projets de neutralité carbone. Par ailleurs, Omoda & Jaecoo, une filiale du fabricant chinois de voitures électriques Chery Automobile aurait également prévu d'investir dans la construction d'une usine à Rayong. Chery envisage de vendre d'abord aux pays de l'ASEAN avant d'exporter vers l'Océanie et le Moyen-Orient, avec un objectif de production annuelle de 50 000 véhicules en 2025.

Craintes sur les ressources domestiques en gaz

Le Bureau de la politique énergétique et de la planification thaïlandais a alerté sur le fait que l'approvisionnement supplémentaire en gaz domestique nécessaire pour la production d'électricité de la Thaïlande pourrait être insuffisante lors de la saison chaude. En 2024, la consommation d'électricité devrait augmenter de 3,1% par rapport à 2023 alors que l'offre domestique (57% du gaz consommé) et en provenance du Myanmar (12%) tendent à diminuer, entraînant la hausse des importations de gaz naturel liquéfié (31%), dont le coût (prix au comptant) est plus élevé que celui des autres sources de gaz.

Philippines

Reprise des négociations d'un accord de libre-échange avec l'UE

L'Union européenne (UE) et les Philippines ont annoncé, par l'intermédiaire du vice-président Dombrovskis et du ministre philippin du Commerce et de l'Industrie, la reprise des négociations en vue de la signature d'un accord de libre-échange (ALE) bilatéral. Après un premier cycle de négociations en 2015, les négociations avaient été mises en pause en 2017. L'élection de Marcos Jr en mai 2022 a permis d'initier une reprise des discussions sur un ALE, avec le lancement d'un exercice d'inventaire en fin d'année 2023 pour définir un cadre à la reprise des négociations. L'UE est le 4ème partenaire commercial des Philippines, avec des échanges de biens qui s'élevaient à 18,4 Mds EUR en 2022 et des échanges de services atteignant 4,7 Mds EUR. Les exportations de l'UE vers les Philippines sont dominées par les machines, les équipements de transport, les produits chimiques et les produits alimentaires. Les principales exportations depuis l'archipel vers l'UE sont les équipements de télécommunications, les machines, les produits alimentaires et les instruments optiques. L'UE est également l'un des principaux investisseurs aux Philippines, avec un stock d'IDE de 13,7 Mds EUR en 2021.

Le BNIC annonce l'enregistrement du cognac comme première indication géographique étrangère

Fin 2022 était créé aux Philippines un système sui generis de protection des indications géographiques (IG). En juin 2023, après un processus d'examen était enregistrée la première IG philippine : les mangues de Guimaras. Pour mémoire, une IG est un outil de marketing qui met en valeur le caractère distinctif d'un produit et ses caractéristiques attrayantes. L'IG certifie un lien entre la qualité, les caractéristiques et la réputation d'un produit et sa source géographique. L'indication géographique est aussi un outil de propriété industrielle et donc de protection. Cette semaine, le Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC) a annoncé être la première IG étrangère enregistrée aux Philippines. Cette protection devrait ainsi permettre à la filière cognac de mieux protéger ses intérêts en luttant plus efficacement contre les contrefaçons, les dépôts de marques frauduleux et les usages susceptibles de tromper le consommateur. Cet enregistrement est la démonstration de la possibilité pour des entreprises étrangères de mieux se protéger dans ce pays. D'autres indications géographiques françaises pourraient prochainement bénéficier de cette protection.

Cambodge

Un pas de plus vers la promotion de la pêche durable

Le 12 mars, le Sénat a adopté un amendement à l'« Accord de Marrakech » de l'Organisation mondiale du commerce. Cet amendement comprend un accord sur les subventions à la pêche, qui vise à interdire les subventions entraînant la surpêche et menaçant la durabilité des stocks de poissons dans le monde. Cette décision s'inscrit dans la lignée de la politique du Cambodge pour promouvoir une pêche responsable et durable. En d'autres termes, le pays est éligible à recevoir une assistance technique et un financement pour renforcer sa capacité à gérer et à conserver les ressources halieutiques marines. Actuellement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union européenne (UE) jouent un rôle actif dans la protection des ressources maritimes du Cambodge dans le cadre du programme cambodgien pour une croissance durable et inclusive dans le secteur de la pêche. Pour mémoire, le Royaume figure, depuis 2013, sur la liste des cartons rouges de l'UE. Le pays ne peut pas exporter de produits de la mer vers l'UE en raison de mesures inadéquates pour lutter contre la pêche illégale.

Augmentation de nombre de passagers aériens à Siem Reap

Le nombre de passagers arrivant par le nouvel aéroport international de Siem Reap-Angkor a continué de croître, avec un record de 5 000 par jour, contre 2 600 en octobre dernier. Actuellement, l'aéroport accueille des vols en provenance de 5 pays de l'ASEAN et 1 de Kunming (Chine). La Thaïlande et le Vietnam sont en tête des vols vers cet aéroport. D'un budget d'environ 1 Md USD, l'aéroport peut accueillir 7 M de passagers par an, et même jusqu'à 12 M à partir de 2040. Pour mémoire, l'ancien aéroport avait accueilli 2,2 M de passagers en 2019. Il peut également accueillir 10 000 t de fret et 65 800 vols par an, et jusqu'à 26 000 t et 112 700 vols après 2040. Même si les aéroports existants ne sont pas à saturation, le Cambodge s'efforce de poursuivre le renforcement de sa capacité pour accueillir des visiteurs internationaux. Il prévoit de mettre en service le nouvel aéroport international de Phnom Penh (surnommé l'aéroport international Techo Takhmao) en 2025. Pour autant, il ne suffit pas d'augmenter la capacité d'accueil des aéroports pour faire venir les touristes...

Laos

La Chine au secours de la transformation numérique du pays

Le Laos va s'appuyer sur la Chine pour le développement des technologies et communications numériques, afin de poursuivre ses efforts de désenclavement et de renforcer ses liens avec le reste du monde. Avant même cette coopération entre les deux pays, on se rappellera que Huawei est très présente et active au Laos, et objet de commentaires très louangeurs de la part des autorités ; sans parler des accords signés avec le ministère des Technologies et des Communications. Beyondsoft Technology s'y développe également très bien. Le Laos en attend des progrès en matière d'enquêtes, de collecte de données, de conception de systèmes, d'informatique en

nuage... mais, il n'est naturellement pas question de surveillance de la population ou de contrôle de l'internet, deux points d'excellence de la Chine. On n'évoque guère non plus, la protection des données individuelles.

Un choix cornélien ?

Les éventuelles contradictions d'une politique publique s'incarnent parfaitement dans la possible augmentation de la TVA au Laos. Un décret, paru le 19 mars, prévoit que le taux de la TVA revienne à 10%. Cette taxe, au produit très favorable malgré son application inégale, était de 7% depuis le 1er janvier 2022, date à laquelle elle avait été abaissée pour stimuler l'économie à la sortie de la crise sanitaire. Le contexte est différent, mais guère plus favorable avec une inflation supérieure à 25% en février ; et à nouveau à la hausse. Mais, le gouvernement a besoin d'accroître les recettes fiscales, notamment pour faire face au remboursement de la dette. De même, les entreprises tardent à appliquer l'augmentation du salaire minimum. Dès lors, le gouvernement semble encore hésiter. Le décret n'entrera en vigueur qu'après l'approbation de l'Assemblée nationale et du ministère de la Justice. Cela pourrait prendre encore un peu de temps.

Birmanie

Prolongation des contrats de champs gaziers exploités par PTTEP

Selon son directeur général, PTTEP, filiale d'exploration-production de la compagnie nationale d'énergie thaïlandaise PTT, envisage de prolonger les contrats d'exploitation des champs gaziers Yadana et Zawtika en Birmanie pour pallier la baisse de la production de son principal gisement thaïlandais, Erawan. L'exploitation des deux champs de Birmanie fait partie de la stratégie en amont de PTTEP visant à augmenter sa production globale à 900 000 barils d'équivalent pétrole par jour d'ici 2028. Pour la Thaïlande et l'opérateur PTTEP, le gaz en provenance de la Birmanie, en particulier du champ de Yadana, revêt une importance majeure en matière d'approvisionnement énergétique, ce gisement alimentant 11 centrales électriques à l'ouest de la Thaïlande, soit environ 17% de la demande nationale d'électricité. PTTEP produit l'équivalent d'environ 50% de la consommation d'électricité du gaz en Birmanie, le reste étant exporté en Thaïlande. Pour mémoire, dans le contexte du départ de TotalEnergies de la Birmanie, PTTEP qui détenait 25,5% dans le champ gazier Yadana aux côtés du groupe français, de l'américain Chevron et du birman MOGE, avait pris la tête du consortium d'exploitation du champ Yadana le 20 juillet 2022. PTTEP est ainsi devenu actionnaire principal à hauteur de 37,1% suite à la cession des parts du groupe français. Les contrats actuels de ces deux champs gaziers devraient expirer en 2028.

Nouveau projet de centrale solaire dans la zone économique spéciale de Thilawa

Le ministère de l'Électricité annonce son intention d'installer une centrale solaire d'une capacité de 14 MW dans la zone économique spéciale (ZES) de Thilawa à Yangon, qui constitue l'un des rares succès de développement économique du pays. La ZES, qui est exploitée en partenariat avec les japonais (Myanmar-Japan Thilawa Development), a déjà attiré les investissements de 114 entreprises de

21 pays. Ce projet de centrale, même s'il devait se réaliser, devrait néanmoins rester insuffisant pour combler le manque criant de production d'électricité (offre déclinante par rapport à une demande qui progresse de +15% par an, entraînant des coupures récurrentes d'électricité).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esmâ LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr